

**Etude de l'impact de la dépense publique sur l'emploi
en Algérie entre 2000-2016**

**Study of the impact of public spending on employment
in Algéria between 2000-2016**

Yacine MILIANI¹

¹Université d'Oran 2 – Mohamed Ben Ahmed, Yacine.miliani@gmail.com

Reçu le : 30/11/2019

Accepté le : 18/02/2020

Résumé :

La question de l'impact de la dépense publique sur l'emploi trouve sa pertinence dans le contexte économique récent, marqué par la grande récession et dans le cadre duquel l'Algérie s'est distinguée de certains pays en développement grâce à des programmes d'amélioration d'emploi soutenus par une politique budgétaire expansionniste adoptée depuis les années 2000, sur la base de la performance des recettes pétrolières. Cette politique budgétaire consiste à recourir aux dépenses publiques comme un instrument conjoncturel de régulation, en vue de favoriser la croissance, créer les emplois, lutter contre le déséquilibre macro-économique le plus important et le plus persistant concernant le marché du travail, sous forme de chômage.

A cette fin, le présent article estime et analyse le rôle de la dépense publique dans la politique de l'emploi en Algérie, d'abord par l'effet direct dépenses publiques-emploi, ensuite par l'effet indirect dépenses publiques-croissance économique-emploi.

Mots clés : *Dépenses publiques, Emploi, Politique budgétaire, Politique d'emploi, Marché du travail, Chômage.*

Jel code : *H54.*

Abstract :

The question of the impact of public spending on employment finds its relevance in the recent economic context, marked by the Great Recession, in which Algeria distinguished itself from certain developing countries thanks to improvement of employment supported by an expansionary fiscal policy adopted since the 2000s, based on the performance of oil revenues. This fiscal policy consists in using public expenditure as a cyclical instrument of regulation, with a view to

1 Auteur correspondant : Yacine MILIANI, Yacine.miliani@gmail.com

promoting growth, creating jobs, combating the largest and most persistent macroeconomic imbalance in the labor market, in the form of unemployment.

To this end, this article estimates and analyzes the role of public expenditure in employment policy in Algeria, firstly by the direct effect public expenditure-employment, then by the indirect effect public expenditure-economic growth -employment.

Key words: *Public expenses, Employment, Political budget, Employment policy, Labor market, Unemployment.*

Jel code : *H54.*

INTRODUCTION :

Sur la base des performances notables des recettes pétrolières des années 2000, les pouvoirs publics Algériens ont élaborés et mis en œuvre un programme de soutien à la relance économique. Ce programme consiste en une impulsion budgétaire à la croissance économique et au développement social, par une expansion des dépenses publiques d'investissements et des transferts dans un contexte d'incitations fiscales.

Cette politique de soutien laisse espérer une amélioration du marché du travail. Ainsi, pour réduire le taux de chômage et crée de l'emploi, l'Etat s'est appuyé sur une politique d'emploi à trois formes :

- *Les emplois directs et permanents créés au sein des différentes administrations centrales, des collectivités locales et des établissements publics ;*
- *Les emplois directs et temporaires créés dans le cadre de programmes spécifiques tels que le dispositif de promotion de l'emploi des jeunes ;*
- *Les emplois indirects générés dans le secteur économique, public et privé, par les besoins de fonctionnement des administrations et la réalisation des investissements publics, notamment dans les projets d'infrastructure.*

Nous signalons que la troisième forme de cette politique d'emploi se rapporte à l'approche keynésienne qui se caractérise par l'effet multiplicateur, à travers l'application d'une politique de relance par la demande globale.

Pour analyser les effets de la dépense publique sur l'emploi en Algérie, nous allons d'abord présenter un état des lieux sur la situation du marché de travail durant la période 2000-2016 en mobilisant des données statistiques relatives aux dispositifs de promotion de l'emploi et de lutte contre le chômage. Ensuite, nous allons évaluer les facteurs susceptibles qui génèrent la création d'emploi dans le cadre du budget de l'Etat. Pour ce faire, nous utilisons la méthode d'estimation

par élasticité sur la relation des effets directs dépenses publiques-emplois et des effets indirects dépenses publiques-croissance-emploi.

1. Evolution du marché de travail en Algérie entre 2000-2016 :

En Algérie, à l'instar des pays en développement, le problème de l'emploi et la dégradation du marché du travail figure parmi les questions les plus délicates qu'ont connus les pouvoirs publics depuis les ajustements structurelles. La crise actuelle de l'emploi trouve donc son origine dans la situation économique, sociale et sécuritaire des années 1990. Une situation où le pays a souffert d'un chômage grave et endémique, n'épargnant aucune couche de la population, le taux de chômage s'élève à plus de 19% en 1990 pour atteindre 30% en 2000².

Sous l'effet de cette crise nationale, le marché du travail a enregistré de profondes mutations qui ont modifiées la structure de la population active et de son comportement d'activité. Ces changements ont ainsi concerné :

- La population en général dont le taux d'accroissement a décliné de 2,5% en 1990 à une moyenne de 1,6% durant la période 2000-2016 avec pour conséquence la position du pic des arrivants sur le marché du travail ;
- La venue en nombre croissant des femmes sur le marché du travail ;
- L'important chômage des jeunes en général ;
- Le chômage croissant des diplômés ;
- Le retour des retraités sur le marché du travail ;
- L'accroissement de l'emploi dans un secteur informel en plein expansion et dont l'émergence remonte à la fin des années 1980 en réponse aux multiples rigidités du système économique.

Depuis l'année 2000, la situation financière de l'Algérie s'est améliorée, ce qui a permis une évolution appréciable du marché de travail, de manière générale. Les principales caractéristiques de cette évolution peuvent être relevées à partir des données des enquêtes de l'ONS, que nous avons regroupé dans le tableau et la figure suivants :

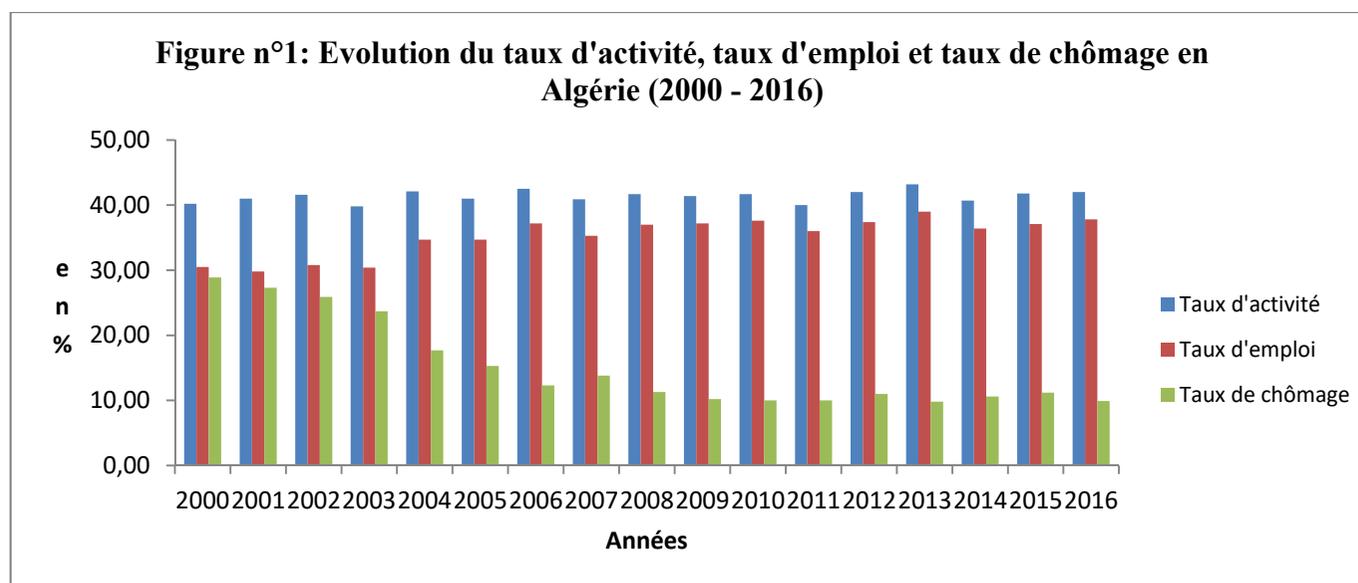
² Office national des statistique, rétrospectives statistiques 1962-2011 : Emploi, page.72.

Tableau n°1 : Evolution synoptique de la population active de 2000 à 2016

(en milliers)

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Indicateurs																	
Population occupée	6180	6229	6379	6684	7798	8044	8869	8594	9145	9472	9735	9599	10170	10788	10239	10594	10895
Employeurs & indépendants	1730	1744	1786	1855	2472	2183	2846	2516	2655	2762	2847	2963	2882	3117	2811	3042	3108
Salariés permanents	2596	2616	2679	2829	2902	3076	2901	2909	3198	3136	3208	3456	3675	3878	3640	4542	4473
Salariés non permanents	1421	1433	1467	1516	1785	2203	2430	2680	2815	3101	3250	2978	3396	3562	3623	2855	3122
Aides familiaux	433	436	447	484	640	582	692	489	477	473	404	202	217	231	165	155	192
Population en chômage	2511	2339	2388	2078	1672	1448	1241	1375	1170	1072	1076	1062	1253	1175	1214	1337	1198
Population active	8691	8568	8767	8762	9470	9493	10110	9969	10315	10544	10812	10661	11423	11964	11453	11932	12092
Taux d'emploi %	30,50	29,80	30,80	30,40	34,70	34,70	37,20	35,30	37,00	37,20	37,60	36,00	37,40	39,00	36,40	37,10	37,80
Taux de chômage %	28,89	27,30	25,90	23,70	17,70	15,30	12,30	13,80	11,30	10,20	10,00	10,00	11,00	9,80	10,60	11,20	9,90
Taux d'activité %	40,20	41,00	41,60	39,80	42,10	41,00	42,50	40,90	41,70	41,40	41,70	40,00	42,00	43,20	40,70	41,80	42,00

Source : - Enquête sur l'emploi et chômage 2003-2011 ONS n° 386-411 (version révisée). – ONS n° 726/2015 et n° 748/2016



A partir de ces données, il apparaît clairement que le taux de chômage global a beaucoup diminué depuis plus d'une quinzaine d'années, passant de près de 29% en 2000 à seulement moins de 10% en 2016. Les facteurs démographiques ont joué un rôle important dans cette dynamique. Depuis trois décennies, l'Algérie connaît une transition démographique rapide vers une faible fécondité. En baisse constante, le taux de fécondité est passé de 5,8% en 1985 à 2,4% en 2007. De ce fait, le rythme de croissance de la population a fléchi dans le même temps de 3,1% à 1,5%³.

En dépit du repli du taux de chômage global depuis 2000, les rapports annuels de l'ONS indique que la proportion moyenne des jeunes chômeurs par rapport au chômage total reste élevée, avec 38,8% des chômeurs. Les inégalités économiques territoriales et la polarisation des ressources au profit des métropoles aggravent le chômage des jeunes dans les régions défavorisées du pays : hauts plateaux et régions sahariennes, en particulier.

En parallèle, l'analyse du taux d'emploi⁴ durant cette période, peut être scindée en deux sous périodes. La première (2000-2005) constitue un prolongement des années de crise (1990), elle a connue une variation du taux d'emploi de 30,50% en 2000 à 34,70% en 2005, ce qui traduit une croissance d'environ 3% seulement en moyenne par année. Cette croissance correspond à une création annuelle de 80.000 emplois, ce qui est très peu compte tenu de l'âge de la population algérienne qui compte plus de 500.000 nouveaux demandeurs d'emploi chaque année.

La deuxième période (2006-2016), a connue une reprise de création d'emploi soutenue par des programmes d'emploi de jeunes et de croissance économique. En effet, 2.851.000 emplois ont été créés pendant cette période, soit plus de 259.000 emplois en moyenne par année. Cependant, la réalité de l'augmentation du volume de la population occupée est essentiellement attribuée à un accroissement significatif de l'auto emploi (les employeurs et les indépendants). En 2013, cette catégorie a connue un pic positif de 235 000 emplois par rapport à l'année précédente, soit un taux d'accroissement de 8,15%.

Cette constatation confirme la domination du secteur privé du marché de travail, qui a pris le relais du secteur public depuis la fin des années 1990. Une domination avec des offres d'emploi temporaires, insuffisantes, précaires et surtout ne donnent pas naissance à beaucoup d'emplois stables et rémunérateurs contrairement à la fonction publique.

De plus, le poids du secteur informel dans l'emploi est croissant car la contribution de ce secteur à l'offre d'emplois, généralement non qualifiés, n'a cessé d'augmenter au cours de ces dernières

³ Rapport du fond monétaire international sur l'Algérie, 2012, n° 12/22, p.23.

⁴ Le taux d'emploi est le ratio qui définit le rapport entre la population occupée et la population âgée de 15 ans et plus.

années. Selon le sens du bureau international du travail (BIT) : en Algérie, l'emploi non agricole est estimé en 2010 à 3.921.000 occupés qui déclarent ne pas être affiliés au régime de la sécurité sociale, ce qui constitue 45,6% de la main d'œuvre totale non agricole⁵. Ce qui fait qu'en dix années, l'évolution de l'emploi informel croît à un rythme nettement plus rapide que celui de l'emploi structuré.

Par ailleurs, le taux d'activité⁶ connaît depuis dix ans une stagnation de performance, générant moins de nouvelles entrées sur le marché du travail et contribuant à la baisse du chômage. Il s'élève à un taux moyen de 42% entre 2006 et 2016, alors que ce taux s'élève à 64% au niveau mondial, a atteint 65% en Amérique latine, 69% en Asie du Sud-Est, et 73% en Asie de l'Est. Au Maghreb, comme le montre le tableau suivant, le taux d'activité de l'Algérie est plus faible que celui du Maroc et de la Tunisie.

Tableau n°2 : Evolution du taux d'activité du marché de travail des pays du Maghreb

	En (%)		
Pays	Algérie	Maroc	Tunisie

⁵ ONS : la direction technique chargée des statistiques de la population et de l'emploi, « Enquête emploi 2010 », N°170/2012, p.11.

⁶ Le taux d'activité est défini comme étant le rapport entre la population active du moment et la population potentiellement active (âgée de 15 ans et plus), exprimé en pourcentage.

Années & Indicateurs			
2001			
Taux d'activité	41,00	51,30	51,00
Taux d'emploi	29,80	43,80	46,20
Taux de chômage	27,30	12,30	15,10
PIB %	3,00	7,32	3,80
2005			
Taux d'activité	41,00	51,50	46,30
Taux d'emploi	34,70	45,00	45,30
Taux de chômage	15,30	11,10	15,68
PIB %	5,90	3,29	3,49
2008			
Taux d'activité	41,40	50,60	46,90
Taux d'emploi	37,00	44,80	48,70
Taux de chômage	11,30	9,60	12,40
PIB %	2,00	5,92	4,24
2013			
Taux d'activité	43,20	48,30	47,00
Taux d'emploi	39,00	43,60	60,80
Taux de chômage	9,80	9,20	15,93
PIB %	2,80	4,54	2,87
2016			
Taux d'activité	42,00	46,40	46,80
Taux d'emploi	37,80	42,00	59,80
Taux de chômage	9,90	9,40	14,79
PIB %	3,40	1,60	1,17

Source : réalisé par l'auteur à partir des données de l'office national des statistiques Algérien, le Haut commissariat au plan du Maroc et l'Institut national des statistiques de Tunisie.

En comparaison avec les deux pays voisins de la région, on remarque que malgré sa supériorité en termes de moyens de l'Etat providence, le taux d'activité du marché de travail reste faible pour l'Algérie. Bien évidemment, le niveau de la productivité du travail des pays voisins et leur perception des revenus se ressentent, par rapport aux Algériens qui ont reçu par les subventions ce qu'ils n'ont pas gagné par la croissance. Ainsi, les pouvoirs publics ont lancé plusieurs programmes d'aide à l'emploi dans le but de stimuler l'activité du marché de travail et diminuer le chômage.

2. L'emploi dans le cadre du budget de l'Etat :

Dans une politique d'emploi, le budget de l'Etat est considéré comme un indicateur de la capacité des pouvoirs publics à intervenir sur le marché du travail pour corriger les déséquilibres ou bien limiter les effets néfastes.

Le budget de l'Etat intervient directement par le paiement des fonctionnaires de la fonction publique et par le soutien à l'emploi à travers des primes et des subventions, ou bien il intervient indirectement en favorisant la relance de la consommation, donc de la production et de l'emploi.

2.1. L'emploi dans les administrations et les établissements publics :

L'emploi dans les administrations et les établissements publics (présenté dans les tableaux statistiques de l'ONS sous la rubrique : services non marchands) comporte deux catégories : les emplois de la fonction publique et les emplois relatifs au service national et à la sécurité.

Les emplois de la fonction publique ont connus depuis l'indépendance deux grandes phases. La première, de 1962 à 1985, a été celle du recrutement aux postes de travail nécessités par les différentes structures administratives et les fonctions techniques et sociales d'un Etat en construction. La seconde phase, depuis une vingtaine d'années, a porté sur le renouvellement des agents partant en retraite et le renforcement dans certaines fonctions. En 2014, la fonction publique compte 1,83 million agents, soit 30% de l'emploi structuré, après avoir atteint 25% en 2001, soit 1,45 million de fonctionnaires.

Les perspectives de l'emploi dans l'administration et les établissements publics sont à considérer au regard de deux tendances opposées. La première est constituée par, d'une part, le nécessaire renouvellement du personnel arrivant à l'âge de la retraite, et d'autre part, le besoin ressenti de renforcer l'encadrement des collectivités locales. La seconde tendance apparaît, d'abord, dans la réduction possible de l'emploi que la réforme de la fonction publique peut entraîner par la rationalité des effectifs et le recours aux techniques modernes de gestion et de communication, ensuite, dans l'investissement privé qui a commencé à prendre des parts considérables dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

2.2. Les emplois dans les dispositifs de soutien de l'Etat :

A partir de 1986, le chômage commence à se manifester de manière sensible en concernant particulièrement la population jeune. Les pouvoirs publics consacrent alors une politique de promotion de l'emploi avec le soutien financier de l'Etat et ciblant les jeunes demandeurs d'emploi. Cette politique allait se développer dans le cadre d'un dispositif de promotion et de préservation de l'emploi de plus en plus diversifié et dont la mise en œuvre et le développement se poursuit à ce jour.

Les ressources consacrées à ce dispositif prennent trois formes d'interventions :

- Soit directement par le canal des programmes des ministères (ministère de l'emploi et le ministère de la solidarité nationale) et des agences comme : l'agence nationale de l'emploi (ANEM) et l'agence de développement social (ADS) ;
- Soit par la création des activités d'entrepreneuriat : micro-entreprise avec l'agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ) et micro-crédit avec l'agence nationale de gestion des micro-crédits (ANGEM) ;
- Soit indirectement par un important programme d'investissement public avec l'agence nationale de développement de l'investissement (ANDI).

Selon le docteur Mohamed Saïb Musette⁷, chercheur au CREAD, chacun de ces dispositifs pour la promotion de l'emploi aura duré une décennie :

La première génération (1989-1997), venue juste après les événements d'octobre 1988, a donné naissance à une série de mesures visant à atténuer les effets négatifs du programme d'Ajustement structurel sur le marché du travail, avec ces cohortes de pertes d'emploi pour raison économique. C'est à partir de 1994, avec la création d'institutions nouvelles (CNAC, ADS, ANSEJ) et leurs dispositifs d'aides publiques que cette première génération a commencé à réduire les effets négatifs des réformes économiques sur l'emploi.

La deuxième génération (1998-2007) est la phase de maturation de certaines mesures et c'est à partir de 1998 que l'ensemble des dispositifs est revu et corrigé. Le niveau du chômage des jeunes reste encore important, malgré la baisse de la moyenne nationale.

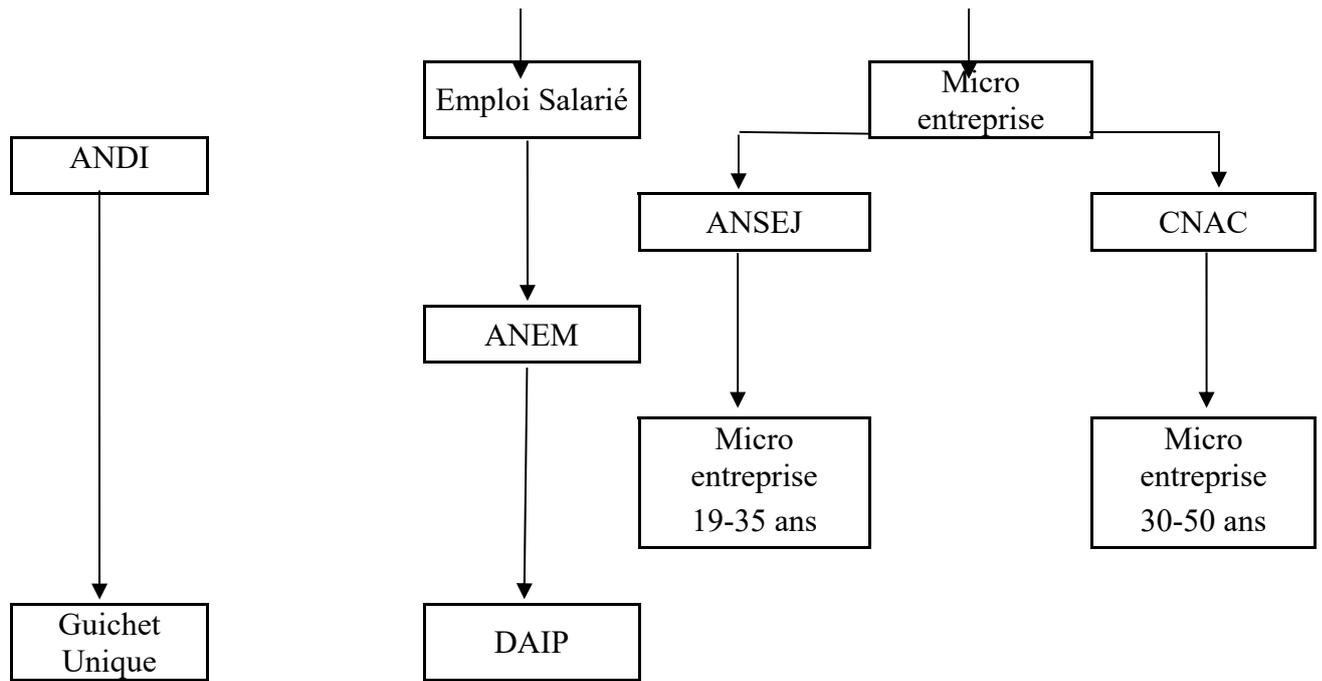
La troisième génération des dispositifs date de 2008 à ce jour. Les mesures préconisées s'inscrivent par une rupture partielle avec les emplois d'attente sans incidence sur la sphère économique, ni sur l'insertion durable des jeunes. La nouvelle approche fait du contrat à durée déterminée une obligation pour l'employeur.

Ce dispositif public d'emploi est présenté à travers ses différents programmes dans le schéma suivant :

Figure n°2 : Les programmes du dispositif public de promotion de l'emploi.

Ministère du travail, d'emploi et de la sécurité sociale (MTESS)

⁷ Mouloud Med MEZIANI, « L'emploi en Algérie : Les dispositifs d'aide à l'emploi des jeunes », juillet 2013, <http://m.meziani.m.over-blog.com>.



Source : emploi des jeunes en Algérie, Friedrich Ebert Stiftung, 2012, p10.

2.3. Estimation de l'effet direct de la dépense publique sur l'emploi :

Le financement direct de l'emploi supplémentaire impose une hausse ou un redéploiement de la dépense publique. L'analyse précédente suggère cependant que les effets de l'intervention directe des pouvoirs publics sur le chômage et le niveau global de l'emploi dépendent principalement de deux éléments :

- L'ampleur des avantages offerts aux salariés du secteur public notamment ceux de la fonction publique. Ces avantages sont enregistrés dans les comptes du trésor public sous la rubrique dépenses de personnels ;
- L'augmentation des dépenses d'investissements ou d'infrastructures publics, ce qui peut avoir, dans un premier temps, un impact positif sur la productivité et la création d'emploi public. Et dans un deuxième temps, une influence positive sur la productivité et la rentabilité des emplois privés.

Pour estimer l'effet direct de la dépense publique sur l'emploi, nous allons utiliser la méthode d'élasticité en faisons référence aux travaux de Kapsos (2005)⁸ qui propose une méthodologie de calcul de l'élasticité emploi et a fait par la suite une analyse des déterminants de cette élasticité. Il présente deux approches de calcul de l'élasticité non équivalentes, notamment l'élasticité point et l'élasticité arc. Dans notre étude nous utilisons la deuxième approche (élasticité arc), qui mesure

⁸ KAPSOS Steven : Economiste à l'Organisation Internationale du Travail (OIT), « The employment intensity of growth: Trend and macroeconomic determinant », ILO, 2005.

l'élasticité de l'emploi par rapport à la dépense publique non en un point unique, mais sur toute la tendance de la période 2000-2016.

2.3.1. Méthodologie de l'estimation :

L'élasticité se calcule comme le rapport en pourcentage des variations relatives. Soit, E_1 , E_0 , G_1 , G_0 et ε respectivement le niveau de l'emploi à la date t_1 , le niveau de l'emploi à la date t_0 , le niveau de la dépense publique à la date t_1 , le niveau de la dépense publique à la date t_0 , l'élasticité de l'emploi à la dépense publique. La relation suivante définit l'élasticité arc de ces variables :

$$\varepsilon = \frac{(E_1 - E_0)/E_0}{(G_1 - G_0)/G_0} = \frac{\Delta E/E}{\Delta G/G}$$

Cette méthode exprimée dans sa relation est relativement simple. Pour pallier c'est limite, nous procédons à l'estimation d'un modèle économétrique log linéaire, avec l'introduction d'une variable muette pour saisir les spécificités liées aux périodes étudiées. La nouvelle forme de l'estimation devient la suivante :

$$\log(E_t) = \alpha + \beta \log G_t$$

La valeur de l'élasticité est égale à la somme du coefficient β lorsque celui ci est significatif.

2.3.2. Résultat et analyse de l'estimation :

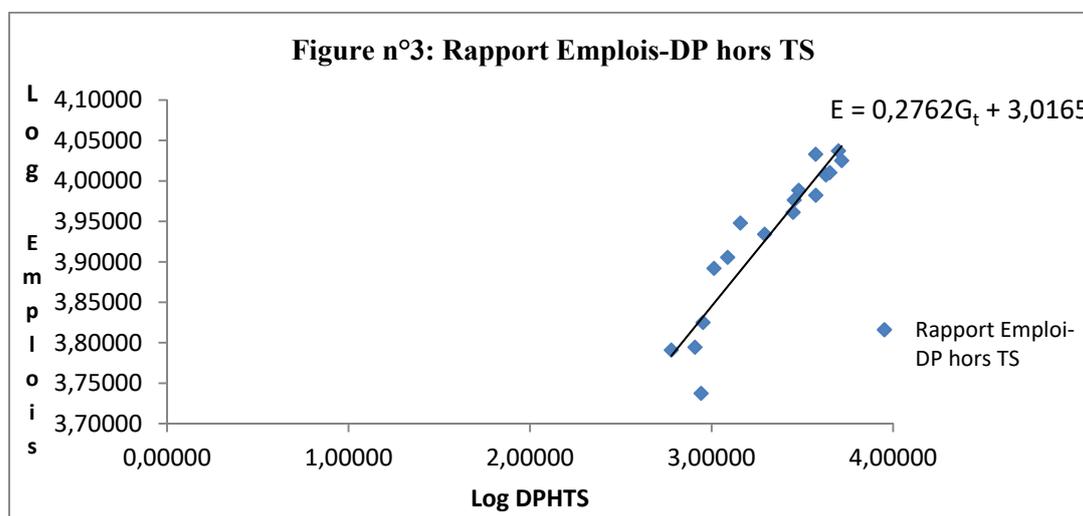
L'estimation de l'équation ci-dessus à l'aide de la méthode d'élasticité arc a permis d'obtenir les valeurs que nous démontrons dans le tableau n°3. Il faut signaler, qu'afin de mieux apprécier la part des dépenses publiques créatrices d'emploi, nous n'avons pas pris en considération les dépenses de transferts sociaux en raison de leur rôle de prestation sociale qui est concentré beaucoup plus sur des subventions des prix des biens et services. Par contre, nous avons mis en examen les dépenses de personnels, en faisons référence aux emplois des administrations et des établissements publics, ainsi que les dépenses d'investissements relatives aux emplois du secteur public économique.

Tableau n°3 : Synthèse de calcul des élasticités Emplois-Dépenses publiques hors transfert sociaux (DPHTD) entre 2000 et 2016

Années	Dépenses de Personnels	Dépenses En Capital	Dépense Hors transferts sociaux (DHTS)	Emplois	Log DHTS	Log Emplois	Dif Log DHTS	Dif Log Emplois	Elasticités (ε)
2000	261,60	339,20	600,80	6180	2,77873	3,79099	0,04693	0,00090	0,019280
2001	288,80	522,40	811,20	6229	2,90913	3,79442	0,01149	-0,01504	-1,308937
2002	301,10	575,00	876,10	5462	2,94255	3,73735	0,00353	0,02346	6,648449
2003	329,90	567,40	897,30	6684	2,95294	3,82504	0,02058	0,01750	0,850273
2004	391,40	640,70	1032,10	7798	3,01372	3,89198	0,02474	0,00347	0,140095
2005	418,50	806,90	1225,40	8044	3,08828	3,90547	0,02269	0,01086	0,478424
2006	447,80	992,20	1440,00	8869	3,15836	3,94787	0,04245	-0,00346	-0,081626
2007	526,20	1434,60	1960,80	8594	3,29243	3,93420	0,04756	0,00686	0,144243
2008	838,70	1973,30	2812,00	9145	3,44902	3,96118	0,00201	0,00385	1,918346
2009	910,90	1946,30	2857,20	9472	3,45594	3,97644	0,00698	0,00299	0,428257
2010	1212,60	1807,90	3020,50	9735	3,48008	3,98834	0,02697	-0,00153	-0,056808
2011	1774,70	1974,40	3749,10	9599	3,57393	3,98223	0,01564	0,00630	0,403042
2012	1988,40	2275,50	4263,90	10170	3,62981	4,00732	-0,01543	0,00639	-0,414260
2013	1855,30	1892,60	3747,90	10788	3,57379	4,03294	0,02170	-0,00562	-0,259237
2014	1986,60	2493,90	4480,50	10239	3,65133	4,01026	0,01795	0,00369	0,205650
2015	2171,00	3039,30	5210,30	10594	3,71686	4,02506	-0,00460	0,00302	-0,656838
2016	2279,50	2729,57	5009,07	10895	3,69976	4,03723	-1,00000	-1,00000	1,000000

Source : Réalisé par l'auteur à partir des données de l'ONS.

Ce tableau rapporte la somme logarithmique des élasticités associées aux différentes variables, à savoir l'emploi et la dépense publique hors transferts sociaux. Afin d'en faciliter la lecture et l'interprétation de la valeur des élasticités α et β durant toute la période étudiée, nous présentons la figure suivante qui est plus aisée à lire et à commenter :



Source : Réalisé par l'auteur à partir d'Excel.

Le résultat de l'équation du rapport entre l'emploi et la dépense publique hors transferts sociaux nous donne : $\log E = 3.0165 + 0.2762Gt$ On constate alors que l'élasticité globale de E à la DPHTS est de l'ordre de 0,27. En d'autres termes, une augmentation de 1% de DPHTS entraîne une augmentation de 0,27% de l'emploi total en Algérie durant la période 2000-2016.

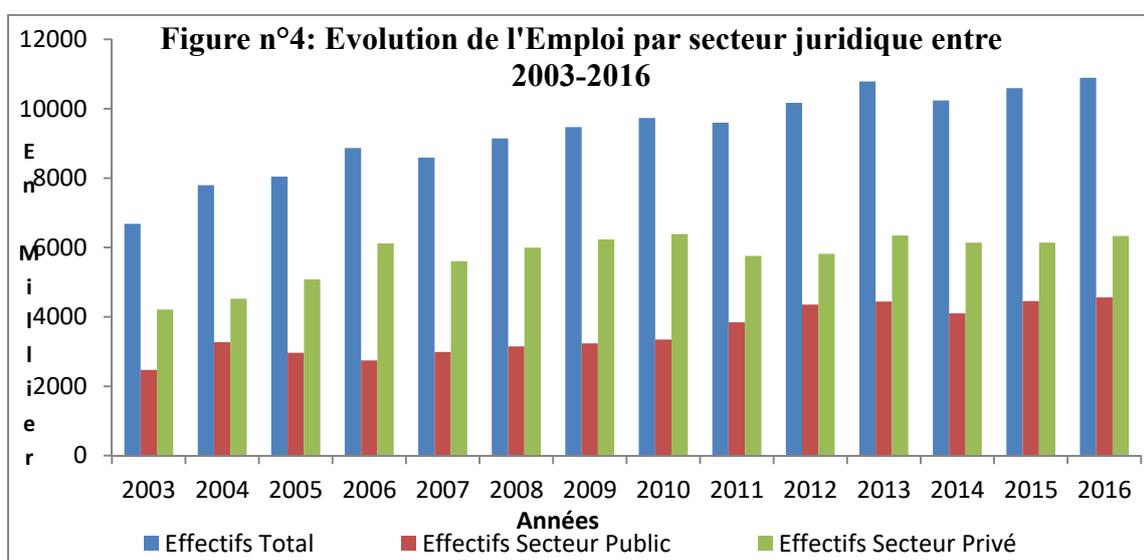
La faiblesse de cette élasticité traduit le fait que la variable G hors transferts sociaux a peu d'effet direct sur l'emploi. A l'exception de la fonction publique qui emploie à plein temps plus de 45% des salariés permanents. On peut donc conclure qu'en matière d'impact sur le niveau d'emploi, la tendance croissante des dépenses de personnels a eu un effet plus grand que celui des dépenses relatives aux investissements publics.

Effectivement, depuis les ajustements structurels on enregistre une dégradation de la part du secteur public économique dans l'emploi total. Le déclin de la création directe d'emploi dans le secteur public est attribué aux raisons suivantes :

- Le ralentissement de l'investissement industriel public, avec les compressions d'effectifs (licenciements pour raisons économiques et départs en retraite anticipée) ;
- La situation difficile des entreprises publiques confrontées aux nouvelles réalités du marché national ouvert aux produits concurrents provenant du secteur privé national et étranger ;

- La dégradation progressive des entreprises publiques, en termes des performances reflétée par le taux moyen d'utilisation des capacités qui passe de 70% en 1980 à 40% au début des années 2000 ;
- La dissolution d'un grand nombre d'entreprise de services (transport aérien, maritime, routier et ferroviaire et gestion des ports et des aéroports), les banques et les assurances. L'emploi dans ce secteur est limité dans l'avenir si on observe la pénétration rapide de ses activités par l'investisseur privé.

La dynamique de l'emploi sur toute la période d'étude est donc liée à l'évolution de la part du secteur privé dans le marché du travail, comme le montre la figure suivante :



Source : Réalisé par l'auteur à partir des données des rapports annuels de l'ONS sur l'activité, l'emploi et chômage : rétrospectives statistiques 1962-2011, rapports n° 726, 748.

Depuis les années 2000, le marché du travail est caractérisé par la prédominance de l'emploi dans le secteur privé. Ce dernier dépasse le secteur public en enregistrant des taux qui atteignent les 69% (2006) et 65% (2010). Cependant, la plupart des salariés du secteur privé occupent des emplois temporaires (79,5% en 2011)⁹, qui répondent à la conjoncture économique.

En sachant, que le modèle de relance économique algérien est tiré par la dépense publique, qui est financée à son tour par les recettes pétrolières, l'évolution de l'emploi privé durant ces dernières années est due certainement au lancement par les pouvoirs publics des différents programmes de soutien à la croissance économique et à l'emploi.

⁹ Données ONS, Rapport de activité, emplois et chômage 2011.

Ceci nous renvoie à ce qui a été développé auparavant où la plupart des travaux théoriques et empiriques qui se sont intéressés à la question de l'effet des dépenses publiques sur l'emploi, n'ont pas fait cas d'une relation directe. L'emploi est considéré plutôt comme une réponse naturelle consécutive à tout accroissement de la production nationale.

C'est à partir de ces travaux qu'on va examiner le cas de l'Algérie en estimant et analysant l'effet indirect de la dépense publique sur l'emploi par le biais de son effet sur la croissance économique.

3. Les emplois dans le cadre du programme de soutien à la croissance économique :

En s'inspirant des travaux de Barro (1990), de Fisher et Turnovsky (1998) et de Canning (2000) dont l'objectif est de trouver une relation entre l'emploi et la croissance économique augmentée par les dépenses publiques sous forme de flux, dans les pays en voie de développement. Nous allons dans cette partie du chapitre, estimer l'effet de la croissance économique sur l'emploi en Algérie (2000-2016), en se référant au résultat, déjà dégagé, de la relation entre la dépense publique et la croissance, à savoir un coefficient de corrélation de très bonne qualité ($R^2 : 0.946693$)¹⁰.

3.1. Evolution de l'emploi dans les branches d'activité :

En Algérie, depuis la fin des années 1990, l'emploi ne réagit pas aux fluctuations conjoncturelles positives de la même manière dans toutes les branches d'activité. Celles dites de marché ou sensiblement à la conjoncture regroupent l'agriculture, la construction, l'industrie et les services marchands. Les services non marchands incluent l'administration publique et l'enseignement ainsi que la santé, l'action sociale et autres activités de services non marchands.

La part des emplois dans les secteurs marchands s'est caractérisée par une profonde restructuration depuis que le secteur public économique a enregistré au cours de cette décennie d'importantes pertes d'emplois dans des branches dites productives (industrie, hydrocarbures, bâtiment et travaux publics). Cette perte d'emploi productif a été à la faveur d'un solide secteur des services dominé principalement par le secteur privé. Le tableau suivant illustre l'évolution de l'emploi intersectoriel durant la période 2000-2016.

Tableau n°4 : Evolution de l'emploi par secteurs d'activités hors hydrocarbures entre 2000-2016 :

¹⁰ Yacine MILIANI, « Les effet de la dépense publique sur la croissance économique et l'emploi en Algérie entre 2000-2016, Université d'Oran 2 Mohamed Beb Ahmed, 2019, p. 181.

Années	Emplois par Secteurs d'Activités Hors Hydrocarbures									
	Agricultures		Industries		BTPH		Commerce et Services		Total	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
2000	873	14,13	826	13,37	617	9,98	3864	62,52	6180	100
2001	1312	21,06	861	13,82	650	10,44	3406	54,68	6229	100
2002	1398	21,92	901	14,12	725	11,37	3355	52,59	6379	100
2003	1413	21,14	804	12,03	799	11,95	3668	54,88	6684	100
2004	1617	20,74	1061	13,61	967	12,40	4153	53,26	7798	100
2005	1381	17,17	1059	13,17	1212	15,07	4393	54,61	8044	100
2006	1610	18,15	1264	14,25	1258	14,18	4738	53,42	8869	100
2007	1171	13,63	1028	11,96	1524	17,73	4872	56,69	8594	100
2008	1252	13,69	1141	12,48	1575	17,22	5178	56,62	9145	100
2009	1242	13,11	1194	12,61	1718	18,14	5318	56,14	9472	100
2010	1136	11,67	1337	13,73	1886	19,37	5377	55,23	9735	100
2011	1034	10,77	1367	14,24	1595	16,62	5603	58,37	9599	100
2012	912	8,97	1335	13,13	1663	16,35	6260	61,55	10170	100
2013	1141	10,58	1407	13,04	1791	16,60	6449	59,78	10788	100
2014	899	8,78	1290	12,60	1826	17,83	6224	60,79	10239	100
2015	917	8,66	1377	13,00	1776	16,76	6524	61,58	10594	100
2016	949	8,71	1414	12,98	1813	16,64	6718	61,66	10895	100

Source : Calculé par l'auteur à partir des données de l'ONS (rapport annuel sur l'activité, emploi et chômage N°726/2015, N°748/2016, rétrospectives statistiques 1962-2011).

Avec un taux moyen de 57,32% sur tout la période étudiée, le secteur de commerce et des services représente la branche d'activité la plus créatrice d'emploi dans l'économie algérienne. Ce secteur a bénéficié d'un large subventionnement de la part des pouvoirs publics, qui ont permis de limiter les pertes d'emplois durant les années de récession. Viennent ensuite les secteurs de la construction (BTPH) avec 15,21 des emplois, de l'agriculture avec 14,28% et enfin de l'industrie avec seulement 12,18% de la main-d'œuvre.

L'évolution de l'emploi par secteur entre 2001 à 2016, montre une baisse importante d'au moins 12 points de pourcentage dans l'agriculture et une augmentation importante dans les secteurs de commerce et des services, soit respectivement 6,98% et 6,20%, alors que le secteur de l'industrie stagne durant toute la période. Globalement les résultats extraits de ce tableau indique clairement une faiblesse du système productif hors hydrocarbures, contrairement à l'activité du commerce et services.

3.2. Estimation et analyse de la relation entre l'activité et l'emploi :

L'estimation de l'élasticité de l'emploi par rapport à la production est un indicateur utile pour comprendre l'évolution des résultats du marché du travail. Il donne des informations sur l'intensité en emplois de la croissance, tout en montrant le mode de corrélation entre l'emploi et la progression du PIB.

Cependant, il faut interpréter avec prudence les estimations des élasticités arc, car elles sont en général très volatiles et extrêmement sensibles à des fortes fluctuations de l'emploi et de la production. Pour remédier à cette difficulté, on estime une mesure de l'élasticité au moyen d'une spécification dynamique temporelle de l'emploi et du PIB :

$$E_t - E_t^* = \beta(y_t - y_t^*) + \varepsilon_t, \quad \beta > 0.$$

Où :

E_t , représente le logarithme népérien de l'emploi en personnes. Y_t , le logarithme népérien du PIB réel. Et E_t^* et Y_t^* , la valeur tendancielle de ces variables.

En outre, l'équation permet de connaître la réactivité de l'emploi à la production à différents horizons temporels. Ainsi, pour chaque période t , la réaction cumulée à t périodes en avant de l'emploi à la production peut être calculée comme suit :

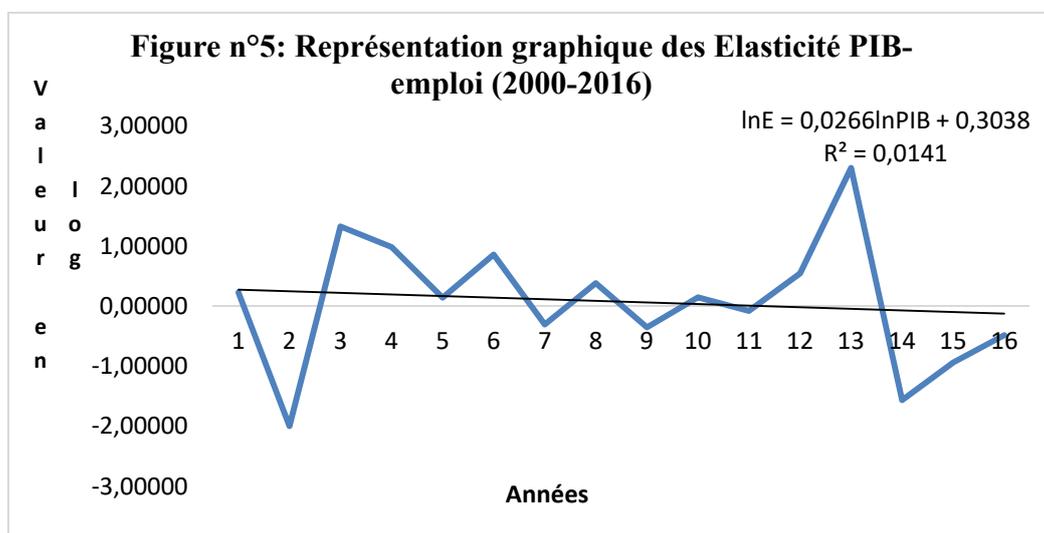
Tableau n°5 : Evolution des variables en Log et en Elasticités :

Années	Emplois	PIB	Log Emplois	Log PIB	Dif Emplois	Dif PIB	Elasticités
2000	6180	4123,50	3,79099	3,61527	0,00090	0,00393	0,22994
2001	6229	4260,80	3,79442	3,62949	-0,01504	0,00753	-1,99623

2002	5462	4537,70	3,73735	3,65684	0,02346	0,01764	1,33024
2003	6684	5264,20	3,82504	3,72133	0,01750	0,01771	0,98843
2004	7798	6126,70	3,89198	3,78723	0,00347	0,02418	0,14336
2005	8044	7564,60	3,90547	3,87879	0,01086	0,01257	0,86360
2006	8869	8463,50	3,94787	3,92755	-0,00346	0,01148	-0,30177
2007	8594	9389,60	3,93420	3,97265	0,00686	0,01773	0,38693
2008	9145	11042,80	3,96118	4,04308	0,00385	-0,01100	-0,35019
2009	9472	9968,00	3,97644	3,99861	0,00299	0,02007	0,14901
2010	9735	11991,60	3,98834	4,07888	-0,00153	0,02037	-0,07521
2011	9599	14519,80	3,98223	4,16196	0,00630	0,01148	0,54884
2012	10170	16208,70	4,00732	4,20975	0,00639	0,00277	2,30602
2013	10788	16650,20	4,03294	4,22142	-0,00562	0,00360	-1,56405
2014	10239	17242,50	4,01026	4,23660	0,00369	-0,00394	-0,93617
2015	10594	16591,90	4,02506	4,21990	0,00302	-0,00629	-0,48048
2016	10895	15608,00	4,03723	4,19335	-1,00000	-1,00000	1,00000

Source : Réalisé par l'auteur à partir des données de l'ONS.

Il ressort de ces résultats qu'au cours de la période étudiée, la plupart des élasticités arc de l'intensité de l'emploi par rapport à la croissance du PIB sont inférieures à la moyenne. Il reste à interpréter l'élasticité globale obtenu avec l'équation pour savoir s'il y a corrélation ou non entre la production et l'emploi. Comme le montre la figure suivante :



Source : Réalisé par l'auteur à partir des résultats des élasticités

Les résultats de l'estimation globale sont les suivants : $\ln E_t = 0.0266 \ln PIB_{hh_t} + 0.3038$ Le R^2 associé étant de 0,0141.

On constate, à travers la faiblesse de ces résultats que la proportion de la population active est restée quasiment insensible à la fluctuation du produit intérieur brut. Donc en Algérie, la croissance ne crée pas de l'emploi à long terme, malgré la tendance positive des deux variables. Afin de confirmer ces résultats, nous allons prolonger notre analyse par l'étude de la productivité du travail dans les secteurs hors hydrocarbures.

Analysant la situation du marché du travail, en se référant aux rapports de l'ONS, on constate la faiblesse de l'évolution du taux d'activité global, soit 4,5% entre 2000 et 2016, par rapport à l'évolution des budgets destinés aux programmes de relance économique et qui ont été multipliés par 5 durant la même période.

La dépendance de l'économie algérienne à un seul secteur (hydrocarbure) a causé des problèmes liés à l'absorption d'une main-d'œuvre potentielle, notamment dans les secteurs de l'agriculture et d'industrie. Par contre, les secteurs de commerce et services et de constructions connaissent une certaine dynamique d'emploi, même si la plupart des petites et moyennes entreprises qui activent dans ces secteurs pratique largement l'emploi informel où la productivité et les revenus y sont faibles.

La difficulté de ces entreprises à décrocher des contrats formels avec ces employés est due essentiellement au régime fiscal qui s'appuie sur des mesures institutionnelles avec négligence des mesures économiques, ce qui bloque parfois le déroulement des procédures de création de nouvelles entreprises et delà l'emploi. Cette perte en termes de fiscalité ordinaires est compensée justement par une fiscalité pétrolière qui représente une moyenne annuelle de 67% du PIB.

En parallèle, en faisant état de 10,8 millions d'emplois occupés (dont 7,5 de salariés en 2016), sur un potentiel de 27 millions de main-d'œuvre potentielle et une population de 40 millions d'habitants en 2016. Certes, le taux de chômage a baissé alors à 9,90% en 2016, contre presque 29% en 2000, mais il demeure élevé notamment chez les femmes et les jeunes diplômés.

Le chômage des diplômés et leur déqualification dans le marché du travail se sont aggravés¹¹ dans les années 2000, en raison de la nature de la croissance économique, à savoir, le recul de l'industrie manufacturière et la montée du secteur informel, les salariés permanents ont massivement reculés : le secteur public économique réduit ses effectifs et le secteur privé recrute peu de travailleurs permanents. Seule la fonction publique conforte le salarié permanent

¹¹ Mohamed Saïb Musette, Moundhir Lassassi et Mouloud Mohamed Meziane, « Politiques de l'emploi et marché du travail en Algérie », CREAD, septembre 2013.

mais à un faible niveau de productivité, ce qui rend la relation entre l'emploi et le PIB presque indifférente.

En effet, le tableau n°6, indique qu'en termes de création d'emploi, la relation dépenses publiques-emplois est plus forte que celle du PIB-Emplois. Cela résulte de la nature même de la dépense publique qui gonfle les effectifs de la fonction publique, élargit la commande publique dans la construction et les services et dans tous secteurs à faible productivité dans l'économie Algérienne.

Le tout dans une croissance extensive, à faible productivité du travail, à faibles salaires et tirée par la dépense publique qui est le moteur principal de la sphère socioéconomique.

Tableau n°6 : Résultat des élasticités globales DP-PIB, DP-Emploi, PIB-Emploi

Période	Elasticité Dépense publique-PIB		Elasticité Dépense publique-Emploi		Elasticité PIB-Emploi	
	α	R ²	ϵ	R ²	β	R ²
2000-2016	0,731	0,946	0,276	0,871	0,026	0,014

Source : Réalisé par l'auteur

Globalement, en Algérie, l'évolution des dépenses publiques a beaucoup plus d'impact sur l'emploi que sur la croissance. A court terme, les dépenses courantes, composées essentiellement des salaires et traitement, exercent une influence négative sur la croissance au profit des emplois publics directs. Les dépenses publiques d'investissement influencent, à court terme et à la fois, positivement le niveau de la croissance et de l'emploi. Cependant, sur le long terme les dépenses d'investissement ont montré des limites d'impact sur la croissance et l'emploi, en raison de leur dépendance aux fluctuations des recettes pétrolières.

En plus, les différents dispositifs de soutien à l'emploi qui sont financés par les dépenses publiques dans le cadre d'une relance économique, ont également trouvés leur limite. Même s'ils permettent à leurs bénéficiaires de disposer d'une première expérience professionnelle, ces dispositifs apparaissent insuffisants pour atténuer le problème du chômage. Ils n'offrent pas de solution durable aux demandeurs d'emplois. Ils proposent un traitement social plutôt qu'économique de la question d'emploi.

CONCLUSION :

Dans cet article, nous avons tenté de vérifier l'hypothèse qui est celle d'estimer, en premier temps l'influence directe des dépenses publiques sur l'emploi et dans un deuxième temps leur

influence indirecte par le biais de leur impact sur la croissance. Il ressort de cette dernière partie de l'étude qu'en Algérie, l'augmentation des dépenses publiques a beaucoup plus d'impact sur l'emploi que sur la croissance.

A court terme, la hausse des dépenses courantes composées essentiellement des salaires et traitements de la fonction publique ou de subventions relatives aux dispositifs de soutien à l'emploi de jeune, exercent une influence négative sur la croissance au profit de l'emploi. Par contre, la hausse des dépenses d'investissement ne s'est pas traduite par une progression sensible de l'emploi dans les secteurs économiques, mesuré par le ratio emploi des secteurs économiques-population active.

A partir de là, nous constatons que l'impact de la dépense publique sur la croissance ne traduit pas une création significative d'emploi. Ce dernier est plutôt influencé directement par les dépenses improductives.

Globalement, nous pouvons conclure que l'Algérie à travers ses dépenses publiques a mené beaucoup d'effort pour atteindre des objectifs de croissance économique et d'emploi. Cependant, le poursuivi de sa politique de relance économique a donné des résultats considérables sur le court terme, mais il a trouvé des difficultés pour continuer à soutenir la croissance et réduire le chômage dans le long terme. A raison de plusieurs facteurs liés essentiellement à l'instabilité des prix des hydrocarbures sur le marché mondiale, l'irrationalité dans les dépenses publiques et la fragilité des secteurs économiques.

Références Bibliographiques :

1. Alfred Sauvy (1898-1990), « La machine et le chômage », éd : DUNOD, 1980.
2. Arthur Okun (1928-1980), Economique, N°04 du 09/2016.

3. Arthur Okun, « Potential GNP : Its measurement and significance », édition : Business and economic statistics section of the American statistical association, 1962, pp. 98-103
4. Fatiha TALAHITE, « Réformes et transitions économiques en Algérie », Economie et Finance-Université Paris Nord, 2010, p.16.
5. Fonds monétaire international, les notes d'information sur l'examen par le Conseil d'administration et déclaration de l'administrateur pour l'Algérie. Rapports du FMI : N°11/10 Algérie, N°11/39 Algérie, N°13/10 Algérie
6. FMI, Mai 2006
7. Gaëtan Stephan, « La loi d'Okun est-elle toujours d'actualité ? », éd : La découverte/ Regards croisés sur l'économie, 2013/1, n°13, p.133-134
8. Hamid TEMMAR, « La lecture économique du programme de Tripoli et la rente pétrolière ont maintenu l'économie dans la trappe de transition », Publié par Algérie Economique, mai 2016.
9. Mohamed Saïb Musette, Moundhir Lassassi et Mouloud Mohamed Meziane, « Politiques de l'emploi et marché du travail en Algérie », CREAD, septembre 2013.
10. Mouloud Med MEZIANI, « L'emploi en Algérie : Les dispositifs d'aide à l'emploi des jeunes », juillet 2013, <http://m.meziani.m.over-blog.com>
11. Office national des statistique, rétrospectives statistiques 1962-2011 : Emploi, page.72
12. Office national des statistiques, rapport N°710 « les comptes économiques en volume 2000-2014.
13. Office nationale des statistiques, « Rétrospective des comptes économiques de 1963 à 2014 », N° 197/2016 série E.
14. ONS (Rétrospective statistique 1996-2011).
15. ONS : la direction technique chargée des statistiques de la population et de l'emploi, « Enquête emploi 2010 », N°170/2012, p.11.
16. Organisation internationale de travail (OIT), « Investissement dans les infrastructures : un outil efficace pour la création de travail décent » Notes de synthèse du pacte mondial pour l'emploi, 2009 n°01.
17. Rapport annuel de la banque d'Algérie 2005, p.64
18. Rapport de la banque mondiale N°36270-DZ, « A la recherche d'un investissement public de qualité », Volume 1 groupe pour le développement socioéconomique région Moyen Orient et Afrique du Nord, 2007, p. vi-vii (pages du résumé).
19. Rapport du fond monétaire international sur l'Algérie, 2012, n° 12/22, p.23
20. Y. BENABDELLAH, « Le développement des infrastructures en Algérie : quel effets sur la croissance économiques et l'environnement de l'entreprise », Les cahiers du CREAD, 2008.
21. Yacine MILIANI, « Les effets de la dépense publique sur la croissance économique et l'emploi en Algérie entre 2000-2016 », Thèse doctorat, université d'Oran2 Mohamed Ben-Ahmed, 2019.
22. Yann ALGAN, Pierre CAHUC et André ZYLBERBERG, «L'Emploi public : un remède au chômage », éd : revue économique, 2002/3, volume 53, pp. 589-598.